

APRES LE COUP DE FORCE D'ALGER

LE MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME
ET POUR LA PAIX (M.R.A.P.) COMMUNIQUE :

La grave menace qui pèse sur les institutions démocratiques à la suite du coup de force d'Alger requiert de toute urgence des mesures énergiques des pouvoirs publics contre les coupables et leurs complices et le regroupement de toutes les forces républicaines que le M.R.A.P. n'a jamais cessé de préconiser pour faire échec aux menées factieuses, inséparables de l'agitation raciste et antisémite.

En ces heures d'une gravité exceptionnelle, le M.R.A.P. appelle tous les antiracistes à se mobiliser pour défendre les idéaux républicains pour lesquels ils ont toujours combattu. Il leur demande de s'associer partout, dans l'union, à la riposte antifasciste indispensable et, au besoin, de la promouvoir.

L'heure n'est plus aux divisions subalternes. Antiracistes, républicains de toutes tendances, unissons-nous et agissons pour barrer la route au fascisme, au racisme et à l'antisémitisme, pour faire triompher la paix et l'amitié entre les peuples.

14 MAI 1958

UNE DECLARATION DU MOUVEMENT CONTRE LE RACISME
L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX SUR LES MENÉES
ANTIREPUBLICAINES

Le Bureau National du M.R.A.P. réuni, le 16 mai 1958, salue les républicains de toutes tendances qui se sont dressés et continuent à se mobiliser, dans l'union pour barrer la route au fascisme, lequel porte en lui, inexorablement, le racisme et l'antisémitisme, avec leur cortège de haines, de violences, et d'atteintes à la dignité humaine.

Le Bureau National se félicite de la dissolution de plusieurs groupes factieux dont il n'a cessé de dénoncer les menées racistes et antisémites.

Il met en garde l'opinion contre tous ceux, quelles que soient leurs fonctions et si haut placés soient-ils, qui tentent de contrecarrer, de gêner ou de discréditer le fonctionnement normal des institutions républicaines.

Réaffirme solennellement l'attachement de tous les antiracistes à la Constitution de notre pays et leur ardente volonté d'agir pour sa défense, pour le respect des prérogatives du Parlement et le maintien des libertés publiques.

Paris, le 16 mai 1958

APPEL COMMUN DE 10 ORGANISATIONS
(dont le M.R.A.P.)

Les organisations sous-signées dénoncent le complot factieux de chefs militaires et de civils sans mandat dont Alger est le théâtre.

"Rappellent la déclaration par laquelle le Président de la République a, dans des termes qui ne peuvent souffrir aucune désobéissance, ordonné aux officiers en état d'insubordination de rester dans le devoir sous l'autorité du gouvernement républicain.

Elles demandent qu'une instruction soit ouverte, que des sanctions officielles et nominales soient prises contre les instigateurs, les auteurs et les complices de la tentative de pronunciamiento.

Elles font confiance aux démocrates d'Algérie comme aux soldats et officiers fidèles pour aider au rétablissement de la légalité républicaine.

Elles alertent le peuple français tout entier et appellent à une vigilance toute particulière les républicains gardiens naturels des institutions démocratiques."

Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.), L.I.C.A., Syndicat National des Instituteurs, Union Nationale des Etudiants de France, Comité Aulain, Anciens du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, Association de sauvegarde pour la défense des institutions judiciaires, Comité de résistance contre le fascisme, Comité de vigilance antifasciste de la Résistance auxquels se sont associés la Fédération autonome de l'Education Nationale et le Syndicat général de l'Education Nationale de la C.F.T.C.

15 MAI 1958

ANTI RACISTES

TOUS A LA MANIFESTATION

RÉPUBLICAINE

MERCREDI 28 MAI à 17 heures

DE LA NATION A LA RÉPUBLIQUE

En ces heures graves où la France est menacée par la subversion fasciste, la place de chaque antiraciste est aux premiers rangs de la défense républicaine.

Les tentatives de destruction du régime démocratique, pour lui substituer le pouvoir personnel, sont le fait des hommes et des groupements qui n'ont cessé de propager la haine raciste et antisémite. En même temps que la République, ils mettent en danger toutes les valeurs qu'elle incarne: la liberté, la tolérance, l'idéal d'égalité, de fraternité entre les hommes et d'amitié entre les peuples.

Le peuple de France, uni dans la diversité de ses origines, de ses convictions religieuses et philosophiques, a versé son sang naguère pour le rétablissement de la légalité républicaine: il saura aujourd'hui écarter de son destin le carcan honteux et criminel du fascisme.

ANTI RACISTES, REPUBLICAINS DE TOUTES TENDANCES !

POUR FAIRE ECHEC AUX COMPOSITEURS RACISTES ET ANTISEMITES !

P O U R Q U E V I V E L A R E P U B L I Q U E

TOUS, le MERCREDI 28 MAI à 17 heures à la Nation !

Le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.)

Halte aux Comités de Salut Public !

Halte au fascisme !

L'impudence et l'agitation subversive des comités de salut public permettent de mieux mesurer le danger fasciste : la mise en pièces de la République.

Il n'est que de lire la motion sous forme d'ultimatum édictée par le comité de salut public d'Oran et les sommations du comité de salut public d'Algérie transmises par le général Salan.

Le 13 mai, s'installait à Alger un pouvoir militaire en rébellion contre le pouvoir légal de la République française.

Alors que le comité d'Alger étendait son réseau à la Corse et à la métropole, un grand nombre de comités de défense de la République, dont celui du X^e arrondissement, se constituaient pour barrer la route à la rébellion.

Le mercredi 28 mai, les organisations républicaines rassemblées dans un grandiose défilé, manifestaient leur attachement aux libertés.

Le 30 mai, l'Université de France, l'ensemble du corps enseignant, par une grève d'une ampleur jamais atteinte, montraient leur attachement inébranlable à la démocratie.

A l'appel des grandes centrales syndicales, les travailleurs par une série de manifestations, affirmaient leur volonté d'empêcher toute dictature, tout pouvoir personnel.

La riposte des républicains a contraint le général de Gaulle à emprunter des voies légales, en apparence.

Le 1^{er} juin, son investiture fut imposée sous la pression et le chantage avec des pouvoirs jamais encore accordés depuis Napoléon III. Deux cent vingt-quatre parlementaires refusèrent l'investiture et 232 les pleins pouvoirs.

L'Assemblée nationale est « en vacances » jusqu'en octobre, nous dit-on...

Les comités de salut public devaient se dissoudre dès l'installation au pouvoir de de Gaulle. Ils sont toujours en place.

CITOYENS DU X^e !

Songez au chemin parcouru par les factieux depuis le coup de force d'Alger.

Et quel serait-il ce chemin si nous les avions laissés libres de le parcourir à leur guise ?..

Pour ces gens-là, la forme actuelle du gouvernement de Gaulle n'est qu'une étape transitoire.

Les ultras, les colonels, et leurs comités de salut public, par la mission qu'ils ont reçue de préparer « l'intégration des âmes » se préparent à organiser un « référendum-plébiscite » conforme aux vœux du grand patronat, des gros colons, de la haute finance.

Déjà, quelques poignées de fascistes s'efforcent de créer le climat nécessaire au pronunciamiento. Déjà, nous en avons décelé des indices dans notre arrondissement.

ATTENTION ! Citoyens du X^e, la République est plus que jamais en danger.

— Le problème algérien demeure entier.

— Les questions financières et sociales sont angoissantes.

Les Républicains doivent être prêts à assumer les devoirs nécessaires pour assurer la défense des libertés. Il importe de ne pas se laisser endormir ni surprendre, mais de rester plus que jamais vigilants et agir dans l'union, car les discours de de Gaulle laissent place à la plus troublante des équivoques.

CITOYENS, SOYEZ VIGILANTS !

Que partout se créent des comités d'union pour la défense de la République, sans aucune exclusive. Par rue, par bureau, par entreprise, partout c'est possible. Que ces comités viennent renforcer le comité du X^e.

Que les Républicains s'unissent pour le respect des libertés syndicales et politiques, la défense des institutions, la Charte des Droits de l'Homme et du Citoyen, les revendications des travailleurs, et qu'enfin soit rétablie la PAIX avec le peuple algérien.

VIVE LA REPUBLIQUE !

12 juin 1958.

Le comité d'union du X^e arrondissement
pour la défense de la République.

ORGANISATIONS PARTICIPANTES :

Ligue des Droits de l'Homme - Parti Communiste Français - Parti Radical Valoisien - Parti Socialiste (S.F.I.O.) - Union de la Gauche Socialiste - Radicaux de gauche affiliés à l'Union Progressiste - Union des Jeunesses Communistes - Jeunesses Radicales - Union des Femmes Françaises - Officiers et Sous-Officiers de Réserve Républicains - Fédération Nationale des Déportés, Internés et Résistants Patriotes - Association des Réfractaires et Maquisards - Association Républicaine des Anciens Combattants - Amis de Témoignage Chrétien - Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la Paix - Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide - Mouvement de la Paix - Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance - Centre Intersyndical C.G.T. - Secours Populaire - Mouvement de Libération Ouvrière.

Comités de vigilance : Enseignants du X^e - Sécurité Sociale (Caisse Locale n° 1) - Hôpital Lariboisière - Hôpital Saint-Louis Air-France (faubourg Poissonnière) - Polyclinique des Services Publics.

Adresser la correspondance : 4, avenue Richerand - Paris-X^e.

P.P.I. - Paris